

PARTIE NON OFFICIELLE.

Compte-rendu sommaire des fêtes données le 11 Novembre 1920 pour célébrer le cinquantenaire de la République Française, et l'anniversaire du retour de l'Alsace Lorraine à la France. 35

Compte-rendu de la 1ère séance du Conseil d'Administration des Territoires du Togo (23 Novembre 1920). 36

Compte-rendu de l'installation solennelle du Tribunal de 1ère Instance de Lomé en présence du Commissaire de la République (29 Novembre) 37

Départ du Commissaire de la République pour assister à Dakar au Conseil du Gouvernement (30 Novembre). 37

Partie officielle

ARRETE No. 62 divisant le Secteur administratif de Lomé en 2 subdivisions.

Le Commissaire de la République,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo;

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France,

Vu la remise des territoires effectuée par les Autorités anglaises le 1er Octobre 1920.

Considérant qu'en raison de l'importance des affaires à traiter, tant dans la ville de Lomé que dans la banlieue, il y a lieu de créer 2 subdivisions l'une pour la ville proprement dite, l'autre pour la banlieue.

Vu l'arrêté du 7 Octobre 1920 fixant les limites de la ville de Lomé;

A R R E T E :

Article premier: — Le secteur administratif de Lomé est divisé en deux subdivisions.

1^{re} Ville de Lomé dont les limites sont celles déterminées par l'arrêté No. 39 du 7 Octobre 1920;

2^e Banlieue de Lomé comprenant toutes les localités situées en dehors des limites de la ville et formant l'ancienne subdivision de la banlieue.

Art. 2. — Les fonctionnaires placés à la tête de chacune de ces subdivisions relèvent de l'autorité immédiate du Commandant de Cercle.

Art. 3. — Le Chef des Services administratifs et financiers et le Commandant du Cercle de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et inséré au J. O. du Togo.

Lomé, le 6 Novembre 1920

WOELFFEL,

ARRETE No. 63 fixant les soldes des cadres indigènes du Togo.

Le Commissaire de la République Française au Togo,
Officier de la Légion d'Honneur.

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo;

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France;

Vu la remise des territoires effectuée par les Autorités anglaises le 1er Octobre 1920.

Considérant qu'il importe d'organiser définitivement les cadres indigènes des territoires placés sous l'autorité française.

A R R E T E :

Article premier. — L'échelle des soldes des cadres indigènes au Togo est fixée conformément au tableau ci-joint comprenant:

- 1 — Cadres supérieurs
- 2 — Cadres subalternes
- 3 — Sous agents
- 4 — Gardes indigènes, gardes-frontières, gardes de police, laptots.

Art. 2. — Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1er Janvier 1921.

Art. 3. — Les indemnités de cherté de vie précédemment allouées aux agents indigènes sont supprimées.

Art. 4. — Les hautes paies des gardes de Cercle, gardes frontières, agents de police ou laptots sont celles fixées par l'arrêté No. 20 du 7 Janvier 1920.

Art. 5. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Lomé, le 8 Novembre 1920

WOELFFEL,

DECISION No. 509 nommant une Commission chargée du recensement du mobilier à Lomé.

Le Commissaire de la République,

Officier de la Légion d'Honneur;

Vu les décrets des 4 Septembre 1916 et 7 Avril 1917 créant un Commissaire de la République au Togo;

Vu la déclaration franco-britannique du 10 Juillet 1919 fixant les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France;

Vu la remise effectuée le 1er Octobre 1920 par les Autorités anglaises aux Autorités françaises des services installés à Lomé ainsi que des immeubles appartenant à l'Administration dans ce centre;

Considérant qu'il importe de procéder au recensement général du mobilier existant dans ces immeubles afin de fixer la répartition du mobilier au personnel en service à Lomé;

Sur la proposition du Chef des Services administratifs et financiers.

D E C I D E :

Article premier. — Une commission composée de M. Junquet, Administrateur-Adjoint, Adjoint au Commandant du Cercle de Lomé, et Chef de la subdivision